



Créteil, le 19 novembre 2025

M. le Recteur de l'Académie de Créteil,

Nos organisations syndicales ont découvert avec stupeur et indignation, la teneur d'un "rallye citoyen" s'étant déroulé le jeudi 6 novembre au lycée professionnel Michelet de Fontenay-sous-Bois, mettant aux prises, physiquement, des élèves avec des gardes pénitentiaires et des légionnaires.

Il y a manifestement eu des scènes d'humiliation violentes (pompes sous la contrainte, plaquages au sol) ainsi que des confrontations directes avec des élèves, provoquées par les forces de l'ordre. Des élèves ont été blessés.

Nous sommes inquiets du travail mené par les trinômes académiques, créés en 1987, qui, en associant vos services à des unités militaires locales, utilisent l'Ecole afin de susciter l'adhésion des jeunes à la question militaire, voire de les recruter.

Lors du CSA académique du 13 novembre dernier, le secrétaire général du rectorat a confirmé « avoir ouvert une enquête administrative » sur ce « rallye citoyen » tout en précisant « qu'il n'était pas question de revenir sur des dispositifs de longue date » de coopération entre l'armée et l'éducation nationale, ne serait-ce que parce que l'armée « recrutait énormément ».

Pour nos fédérations, l'armée n'a absolument rien à faire dans les établissements scolaires. Nous nous opposons à tout ce qui va dans le sens de la militarisation de la jeunesse et demandons l'arrêt immédiat de tous les dispositifs (« classes de défense et de sécurité globale », « classes engagées », rallyes citoyens, ...) permettant à l'armée de pénétrer dans les établissements scolaires, de toutes ces « formations » dont l'unique objet est de pousser les jeunes collégiens et lycéens vers les métiers de la défense. La vocation de l'Ecole est de former des citoyens éclairés, pas d'être une antenne de recrutement pour l'armée.

Pour nos fédérations, il ne saurait être question également que les personnels enseignants, fonctionnaires d'Etat, soient instrumentalisés pour être les relais de cette tentative de militarisation des jeunes scolarisés.

Nous demandons que tous les crédits affectés aux dispositifs d'embrigadement de la jeunesse soient immédiatement utilisés pour recruter les AESH, les enseignants, les personnels administratifs, les infirmiers, médecins scolaires... qui font cruellement défaut sur notre département.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Recteur, à notre profond attachement au service public d'éducation.

P/ LA FNEC FP-FO 94
Luc Bénizeau

P/ LA FSU 94
Cécile Quinson

P/ LA CGT EDUC'ACTION 94
Périne de Araujo

P/ SUD EDUCATION 94
Johanna Cillaire